

UN POLICIER TUÉ, UN AUTRE BLESSÉ ET UN TERRORISTE ABATTU

Violent accrochage à Aïn El Hammam

La chronique sécuritaire, après une accalmie de plusieurs semaines, s’est brutalement emballée ces derniers jours en Kabylie. Depuis le week-end dernier, ce sont trois actes terroristes qui ont ciblé des localités de la wilaya de Tizi Ouzou.

Après Tigzirt où, mercredi dernier, une bombe a été découverte puis désamorcée tout près d’un poste de surveillance de la plage du lieudit Tassalast, puis Azeffoun où, vendredi, un citoyen

et quatre policiers ont été blessés par la déflagration d’une bombe artisanale placée sur le bas-côté de la chaussée et actionnée au moment du passage d’un véhicule de police, dans

la matinée d’hier. C’était, en revanche, des agents de l’ordre chargés de la circulation au centre de Aïn El Hammam, à une soixantaine de kilomètres au sud-est de Tizi Ouzou, qui ont été la cible d’une attaque, selon plusieurs sources locales.

Sortis d’on ne sait où, peu avant onze heures, des terroristes dont le nombre n’a pu être déterminé avec exactitude, ont

fait irruption sur une place, comme d’habitude très fréquentée, au moment où beaucoup de monde s’apprêtaient à prendre les véhicules de transport de voyageurs.

Les premiers coups de feu ont atteint mortellement un policier alors qu’un second a été grièvement blessé. La riposte de leurs collègues a permis la mise hors d’état de nuire d’un terroriste

alors que les autres membres du groupe ont pris la fuite à travers les bois environnants.

Selon les mêmes sources, il relève du miracle qu’aucun des badauds présents sur les lieux n’ait été touché lors de cet attentat qui, comme on peut l’imaginer, a suscité l’émotion à Aïn El Hammam.

M. Azedine

ATTENTAT DE AZAZGA

Les militaires mis en cause dans le décès d'un citoyen placés en détention provisoire (MDN)

Les militaires mis en cause dans la mort d'un citoyen, atteint «par méprise» après la riposte d'un détachement de l'ANP contre un groupe terroriste auteur de l'attentat à la bombe survenu près d'Azazga le 23 juin dernier, ont été placés en détention provisoire, a annoncé hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Comme suite au communiqué diffusé par le ministère de la Défense nationale le 24 juin 2011 sur les événements survenus dans la région de Azazga, wilaya de Tizi Ouzou, et conformément aux instructions du Commandement de l'Armée nationale populaire, qui a ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'incident, et après la clôture de l'en-

quête préliminaire de la police judiciaire, les militaires mis en cause ont été présentés le 3 juillet 2011 au parquet militaire près le Tribunal militaire de Blida où ils ont été inculpés conformément à la loi et renvoyés devant le juge d'instruction militaire qui a décidé, après leur audition, de les placer en détention provisoire jusqu'à la clôture de l'instruction et leur renvoi pour leur jugement», indique le communiqué du MDN.

Au lendemain de l'attentat, le ministère de la Défense nationale avait rendu public un communiqué concernant l'attentat à la bombe artisanale ayant visé le jeudi 23 juin dernier un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) près de Azazga (Tizi-Ouzou), et fait état de la mort d'un citoyen «atteint par méprise».

«Le jeudi 23 juin 2011 à 13h30, une

bombe artisanale a explosé lors du passage d'un détachement de l'Armée nationale populaire sur la route nationale n°12 près de Azazga, wilaya de Tizi-Ouzou, causant la mort d'un militaire et la blessure d'un autre. Durant la riposte du détachement et la poursuite du groupe terroriste auteur de l'attentat, un citoyen a été atteint par méprise», détaillait alors le communiqué.

«Le commandement de l'ANP, très soucieux de la préservation de la sécurité et la sérénité des citoyens, présente ses vives condoléances à la famille du défunt et affirme qu'il a ordonné l'ouverture d'une enquête sur cet incident», ajoutait la même source, avant d'assurer que «toutes les mesures qui s'imposent seront prises pour que la justice puisse prendre son cours».

APS

JOURNÉE PORTES OUVERTES SUR LA POLICE DE PROXIMITÉ

«Le citoyen, un partenaire dans la lutte contre la criminalité»

Hier à l’esplanade de Riadh El-Feth, ont été ouvertes les journées d’information sur les activités de la sûreté d’Alger. Elles sont placées cette année sous le signe : «Ensemble pour une police de proximité», la DGSN essaie de plus en plus de se rapprocher du citoyen. Une démarche visant, souligne-t-on, à l’impliquer davantage dans la lutte contre la criminalité dans toutes ses formes.

Le chef de Sûreté de la wilaya d’Alger, le commissaire divisionnaire Mohamed Sreire qui a officié à l’ouverture solennelle de ces journées portes ouvertes a, insisté sur la nécessité de coopération des citoyens, chose qui a rendu efficace ces dernières années la lutte contre la crimina-

lité.

«Nous avons constaté la prise de conscience des citoyens durant les dernières années et leur apport nous a permis de mieux agir contre les criminels de tout acabit. Je profite de cette occasion pour lancer un appel à nos concitoyens à nous aider, par

nous informer des activités criminelles notamment. Car, c’est en s’entraidant qu’on pourra maîtriser les fléaux qui gangrènent notre société», a-t-il déclaré à la presse en marge de cette manifestation.

Il est allé plus loin même en s’adressant aux drogués : «Venez nous indiquer ceux qui vous vendent ces poisons et nous promettons de vous prendre en charge, y compris sur le plan sanitaire, nous vous assurerons la désintoxication».

Il s’est également dit ouvert à toutes les propositions, de répondre à toute invitation au débat dans le cadre des journées d’information sur la sécurité des biens et des personnes. Bref, le public trouvera à l’occasion des-

dites journées portes ouvertes sur les activités de la Sûreté d’Alger qui se poursuivent jusqu’à demain mercredi. Des explications sur les «prestations» des différents corps de police : la police judiciaire, de sécurité routière, de l’unité aérienne de la Sûreté nationale, de la brigade pyrotechnique, celle de la lutte contre les atteintes au patrimoine national ont été aussi données.

A signaler, enfin, la création d’une nouvelle brigade composée de 300 agents formés. Elle aura pour mission, indique-t-on, de sécuriser les passages du tramway et les stations de métro. De nouveaux moyens de transport devant être mis en service prochainement.

L. H.

CONFLIT OPPOSANT LES TRAVAILLEURS DE L'IANOR À LA DIRECTION

Les négociations n'ont pas abouti

La rencontre qui a regroupé le syndicat des travailleurs de l’Institut algérien de normalisation (Ienor) et la direction en présence du SG du ministère de l’Industrie n’a abouti à aucun résultat.

Considérant que la proposition d’augmentation des salaires de 10% est dérisoire, le collectif des travailleurs de l’Ienor, qui a tenu ce dimanche une assemblée générale, a décidé de poursuivre la grève pour la deuxième semaine consécutive.

Pour rappel, le personnel de l’Institut national de normalisation est en débrayage depuis le 26 juin dernier pour exiger la revalorisation de la grille des salaires.

M. M.

TIZI OUZOU : EN GRÈVE DEPUIS ONZE JOURS

Opération escargot des transporteurs de voyageurs par bus

Les opérateurs privés de transport de voyageurs par bus qui sont en grève depuis 11 jours sont prêts à tout pour faire aboutir leurs revendications : refus d’être délocalisés vers la nouvelle gare multimodale et réouverture de l’ancienne station située au centre-ville.

Une opération escargot sera organisée demain mercredi par les transporteurs qui entendent, par cette action, procéder au blocage de la circulation automobile au sein et à la périphérie immédiate de la ville de Tizi Ouzou.

Près d’un millier de bus participeront à cette opération qui partira de Oued Aïssi, à l’entrée Est du chef-lieu de wilaya et prendra fin à Tadmaït, à la sortie nord de la ville, sur un parcours de plus d’une vingtaine de kilomètres.

S. A. M.

FORUM D'EL MOUDJAHID

Le chômage des jeunes en débat

Le chômage, la hargha, l’exclusion des jeunes des postes de responsabilité sont autant de questions débattues hier au forum d’El Moudjahid.

Selon l’Association nationale pour la promotion et la protection de la femme et la jeunesse, la jeunesse algérienne a été délaissée, ignorée et oubliée et même, frustrée par les différences sociales.

«Les jeunes sont victimes de la bureaucratie, la corruption et l’absence de communication. Ils ont complètement perdu confiance en les responsables», dira M^{me} Nadia Dridi, présidente de l’Association. Elle estime que la jeunesse algérienne n’est pas l’échec. «Il faut seulement leur faire confiance. Laissez les s’exprimer, donnez leur des responsabilités et vous verrez ce qu’ils en feront», ajoute-t-elle.

S’agissant de l’émigration clandestine, elle qualifie les «passeurs» des jeunes harraga de «criminels». Selon elle, ce fléau prend de l’ampleur à cause de «la restriction des ambassades sur les visas et l’absence de la liberté de circulation des personnes entre notre pays et l’Europe».

Pour sa part, M^{me} Inal Meriem, professeur en sciences économiques à l’université d’Alger, a préconisé de redéfinir la politique économique et sociale et à clarifier les objectifs généraux du gouvernement.

«Il faut que les problèmes sociaux soient résolus dans le cadre d’une politique globale. Depuis des années, on ne fait que s’éparpiller. Il est temps de déterminer les besoins de cette jeunesse et de coordonner le travail des différents secteurs et départements ministériels», explique-t-elle. Pour ce faire, elle poursuit, «le gouvernement doit coïncider sa politique économique avec sa philosophie de développement».

L’intervenante a également suggéré la mise en place d’une politique industrielle. «Jusqu’à présent, l’Algérie ne dispose pas d’une politique industrielle qui, pourtant, permettra de régler le problème du chômage», dit-elle.

Rym Nasri